

Contribution 2

**Nous interroger, nous ouvrir,
nous refonder pour grandir encore”**

Portée par Rodéric Aarsse

roderic@aaarsse.com*Texte non soumis au vote***Face aux crises : un choc nécessaire**

Depuis l'élection européenne de 2019, l'écologie politique française n'a jamais été aussi forte. L'ancrage territorial se renforce : en 2020 aux municipales, où de nombreuses victoires se sont construites autour d'alliances menées par des écologistes, puis en 2021 aux élections régionales et départementales avec une progression inédite.

Le nombre d'adhérent·e·s d'EELV ne cesse d'augmenter, et les écologistes réussissent leur primaire en rassemblant plus de 120 000 électrices et électeurs.

Alors que les planètes semblaient être enfin alignées pour les écologistes à l'élection présidentielle, le résultat a été plus que décevant. Cet échec aurait demandé un temps de bilan collectif approfondi dès le lendemain de l'élection, mais n'étant pas encore au pouvoir pour mettre fin à ce calendrier absurde, nous avons dû rapidement basculer vers les élections législatives. Grâce à la volonté de l'ensemble des forces écologistes et de gauche, la NUPES nous a projeté dans un autre enjeu et un résultat totalement inattendu au soir du 10 avril.

Cette séquence étant maintenant derrière nous, il est désormais plus que nécessaire d'en faire le bilan, avec l'équipe de campagne présidentielle, les commissions thématiques, les groupes locaux et les régions, afin de pouvoir nous projeter collectivement sur le futur de notre mouvement et plus largement de l'écologie politique. Pour cela, trois questions doivent nous guider :

- Quel bilan tirons-nous de la séquence électorale nationale ?
- Comment réorganiser notre mouvement pour fédérer l'ensemble des forces de l'écologie politique ?
- Au service de quels objectifs, de quelle écologie, de quelle justice sociale ?

Le rendez-vous manqué de la présidentielle

Si l'organisation de la primaire de l'écologie a été un succès, le résultat avec 4 candidat·e·s entre 22,29% et 27,70% et un second tour très serré avec 51,03% et 48,97%, a compliqué notre mise en mouvement malgré l'investissement de l'équipe de campagne et des militant·e·s. Au-delà de quelques réussites, un certain nombre de choix de campagne méritent d'être questionnés et semblent avoir contribué à cet échec, tout comme la stratégie de campagne, fondée sur une organisation complexe, longtemps confuse, où l'on ne savait pas toujours où et comment se définissaient les priorités. Une erreur de récit, avec une posture "responsable", jouant le second tour là où le premier nécessite pour faire la différence d'installer un clivage politique net. Ont aussi manqué des politiques plus radicales, des propositions plus accessibles, et un ancrage dans les difficultés du quotidien, reléguant au second plan nos propositions sur le travail, les retraites et le pouvoir de vivre. La difficulté à incarner l'écologie au quotidien, la vision sur l'urgence à 10 ou 20 ans n'ont pas permis de porter un discours social fort et concret, sur le pouvoir d'achat ou la lutte contre les inégalités et contre les discriminations, des sujets qui n'ont pas été centraux dans la campagne, ou à contretemps.

Enfin, la confusion par la longue survivance du débat sur la Primaire Populaire, la valse des postures d'Anne Hidalgo, de Christiane Taubira, voire des prises de paroles publiques de quelques personnalités écologistes, n'ont pas aidé à faire émerger la candidature écologiste.

La mobilisation militante a été plus faible qu'attendue, la campagne ne suscitant pas l'enthousiasme espéré, et ce, bien avant le conflit en Ukraine. Beaucoup ont fait un peu par habitude ou par discipline une campagne qui ressemblait trop aux précédentes alors que les Français·e·s étaient dans une défiance de tout ce qui s'apparente au jeu politique classique. Et ce dans un contexte de fatigue militante causée par la succession des séquences électorales depuis 2019.

L'espoir retrouvé des législatives

Le soir du 10 avril fut triste et douloureux pour les écologistes mais aussi pour l'ensemble des progressistes face au remake de 2017. Cet électrochoc, poussé par la base, a provoqué l'ouverture de discussions avec l'ensemble des forces de gauche et la signature de l'accord entre LFI et EELV a permis d'aboutir à la création d'une large coalition dans un temps record, la NUPES. Avec 57 candidat·e·s qualifié·e·s au second tour, XX député·e·s élu·e·s, même si malheureusement nous ne sommes pas en capacité de renverser le gouvernement libéral et désormais clairement à droite, d'Emmanuel Macron. C'est le meilleur résultat de toute l'histoire de notre parti et ce malgré le score de la présidentielle. Personne ne l'aurait parié le soir du 10 avril. C'est le fruit de la négociation engagée par le bureau exécutif. Cette réussite nous permet aussi, financièrement, d'appréhender un peu plus sereinement l'avenir, sans pour autant pouvoir régler totalement tous nos problèmes financiers. Nous devons apprécier ce résultat et, avec détermination et humilité, nous remettre à l'ouvrage.

Nous interroger

Au-delà des éléments de bilan de campagne, c'est ce qui fonde notre engagement commun qui doit nous interroger. Malgré l'implantation d'EELV dans les territoires, aujourd'hui la force sociale et activiste de l'écologie politique nous échappe. Les associations et lanceurs·es d'alerte semblent paradoxalement plus éloignés du parti censé en être l'expression et leur relai politique. Nous n'avons pas su mettre en lumière nos réseaux dans les cercles intellectuels, économiques et sociaux. Des liens entretenus de façon éparse et individuelle avec des personnalités n'ont pas été mis au service du collectif, et le travail pour les associer pas suffisamment priorisé. Et quand certaines figures ont recherché un débouché politique, elles se sont plutôt orientées vers la France insoumise qui a su leur offrir des opportunités, quand nous étions encore à débattre sur la désignation de nos candidat·e·s aux législatives, dans une atmosphère tendue, selon des modalités complexes et incompréhensibles pour la plupart des adhérent·e·s, aboutissant à des décisions vécues comme violentes localement.

Notre électorat potentiel est l'un des plus jeunes de France. Or, la jeunesse, pourtant consciente comme jamais de l'urgence climatique, se détourne des élections. L'écart de participation entre les 18-34 ans et les plus de 60 ans au premier tour de la présidentielle et aux législatives est abyssal. Sans interroger ce constat, nous resterons le parti préféré des abstentionnistes, le second choix de vote, mais n'aurons aucune chance de victoires durables.

Il y a clairement un intérêt pour l'écologie, une prise de conscience de plus en plus large des enjeux et conséquences du dérèglement climatique. Cette prise de conscience majeure se traduit souvent par un sentiment d'immensité du défi, de perte de repères voire de fatalisme des personnes rencontrées. Cette prise de conscience ne s'est pas traduite électoralement dans le vote pour le candidat écologiste à l'élection présidentielle. Nous devons donc construire un récit clair pour y répondre et permettre son appropriation par l'ensemble des

Françaises et Français dans leur diversité, ruraux comme urbains et issu·e·s de toutes les classes sociales.

Notre mouvement est en capacité de porter des équipes à la tête de collectivités locales, d'envoyer un groupe solide au Parlement européen mais est incapable, dans son format actuel, de remporter des victoires nationales. Au-delà du constat électoral, c'est la fonction même d'un mouvement écologiste qu'il faut réinterroger. Si l'objectif est de proposer un nouvel imaginaire, un nouveau projet de société et d'être à la hauteur des défis climatiques et de biodiversité ainsi que géopolitiques actuels, c'est alors les bases et l'objet même d'un nouveau mouvement qu'il faut poser - en profitant d'une tendance favorable récente pour la radicalité des mesures que nous défendons.

Nous ouvrir

Les combats environnementaux, la sortie du nucléaire, les luttes décoloniales, pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, le pacifisme et la non-violence, le féminisme et l'égalité des droits, la justice sociale, le pouvoir de vivre et le droit à l'éducation et à la santé, la remise en cause du consumérisme et le renouveau démocratique... Ces combats ont construit l'écologie politique. A la différence des précédents courants de pensée politique qui ont structuré le XX^{ème} siècle, l'écologie n'est pas un dogme que l'on pourrait retrouver dans un petit livre Vert. Il n'y a pas un écologisme : même si nous avons de solides fondamentaux et un corpus idéologique cohérent, c'est d'abord un large mouvement de citoyennes et de citoyens, de collectifs, d'associations, qui nourrit et continuera à nourrir le combat écologique. Un mouvement qui part des territoires, des régions et qui pense le monde du local au global, en se reposant sur un fédéralisme européen.

Aujourd'hui, de L214 à Notre Affaire à Tous, de nouveaux et nombreux militant·e·s continuent à faire bouger les lignes. Malheureusement, année après année, l'écart se creuse entre les capacités des activistes de l'écologie à agir et les conséquences désastreuses du dérèglement climatique. Il faut changer de logique.

Nous devons organiser des réseaux d'action et de soutien fluides, souples, de coopérations entre les champs institutionnels et mouvementistes. Des réseaux pour coordonner action citoyenne et politique, en jouant de l'influence de leurs membres et en finançant certaines actions, comme par exemple la protection juridique des activistes. Des espaces où dialoguer et débattre avec les personnes non encartées.

Pour nous refonder

Un parti n'est pas une fin en soi, c'est un outil politique au service de ce projet. A la différence des modèles « gazeux » que sont la France Insoumise ou Renaissance, centralisés et construits autour d'une personnalité pour la présidentielle, notre mouvement s'est construit depuis son origine sur des bases démocratiques et avec une forte horizontalité. Nous sommes convaincu·e·s que cette démocratie et ces choix collectifs sont une force et un atout toujours plus grand. Mais ces règles sont parfois si complexes qu'elles en sont devenues illisibles, même pour les militant·e·s, et donc contre-productives.

Nous sommes persuadé·e·s qu'une des raisons de la désaffection, notamment des classes populaires et des jeunes, pour notre mouvement réside dans cette complexité. La démocratie ne fonctionne que si le/la citoyen.ne peut s'en approprier facilement les règles. Notre fonctionnement s'est opposé à la logique de l'homme providentiel (jamais une femme) de la V^{ème} République et, bien que nous considérons cette opposition toujours nécessaire, force est

de reconnaître que nos règles de fonctionnement méritent d'être révisées pour trouver un moyen de nous adapter au moule institutionnel qu'imposent les codes de cette République.

Il est nécessaire de transformer le fonctionnement d'EELV. D'une part pour l'améliorer et d'autre part pour l'articuler à l'action citoyenne et aux réseaux de mobilisations.

Nous portons l'image d'un parti de citoyens éduqués, issus de la classe moyenne supérieure, peu représentatif de la diversité de la société française. Le mode de désignation de nos candidat·e·s aux élections externes dont le critère majeur est celui de la proportionnalité des sensibilités internes, ne peut que conduire, mécaniquement, à privilégier les cadres de ces sensibilités et de flécher les circonscriptions électorales de centres des grandes métropoles. Si tou·te·s les adhérent·e·s sont théoriquement en situation d'égalité pour être investi·e·s dans une élection régionale ou nationale, force est de constater que certain·e·s sont plus égaux/égales que d'autres. Force est de reconnaître également que ces courants ne produisent peu ou pas la réflexion politique ou stratégique que l'on pourrait attendre d'eux. Au contraire, ces sensibilités peuvent même conduire au blocage quand cette logique de courant amène à défendre un pré carré dans chaque instance plutôt que rechercher l'avis du plus grand nombre dans l'intérêt général du mouvement, supérieur à celui des courants. Il est urgent de changer ce système de désignations, si nous voulons sortir de l'incantation à la représentativité, pour donner plus de place aux territoires et à d'autres critères de représentation. Il nous faut également questionner nos pratiques et rapports interpersonnels, travailler sur la question de la violence dans les relations au sein des instances pour faciliter la participation de toutes et tous, être un parti réellement bienveillant, accueillant et inclusif qui donne envie de le rejoindre puis de rester.

Pour impulser ces changements, nous devons nous inspirer de ce qui fonctionne dans d'autres partis écologistes en Europe et utiliser la force de notre famille politique européenne pour gagner en efficacité et en dynamisme sans perdre en force démocratique.

Le parti doit être aussi un outil d'éducation populaire, de construction du grand projet enthousiasmant du XXI^{ème} siècle : écologiste, démocratique, fédéraliste, foncièrement pro-européen, fondé sur la coopération. Nos commissions thématiques, les régions et les groupes locaux doivent être des éléments moteurs de cette éducation populaire : il est indispensable de mieux les outiller et les coordonner.

C'est en relevant la tête, en prenant en compte la crise systémique, climatique, sociale et démocratique, que nous pourrons revenir à ce qui nous unit et nous dépasser. Face à l'impasse néolibérale et à la démagogie des populistes d'une extrême-droite qui n'aura jamais été aussi puissante dans l'assemblée depuis 1945 et qui tous deux engendrent la destruction du vivant en ignorant la finitude du monde, créons un mouvement humaniste, féministe, divers et ouvert.

Signataires

Rodéric Aarsse, Anne Babian-Lhermet, Fabrice Bazin, Céline Cardin, Dominique Damour, Jérôme Cucarollo, Laure Curvale, Catherine David, Jean-Luc Dumesnil, Nour Durand-Raucher, Gérôme Gulli, Nadine Herrati, David Kowalczyk, Gérard Lansade, Romain Laveau, Christian Métairie, Zine-Eddine Mjati, Yves Nedellec, Nelson Niermann, Christine Séguineau, Christian Soubra, Daniel Tain, Hélène Trachez, Pascal Vesvre, Toufik Zarrougui.

Soutiens

Léa Balage, Julien Bayou, Olivier Bertrand, David Cormand, Patricia Guéguen, Julie Nicolas, Sandra Regol, François Thiollet, Marine Tondelier.